SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 8 MAI 1908.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi approuvant la Convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, conclue à Berne, le 26 décembre 1906, entre la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Grand-Duché de Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Suisse.

(Voir les nos 177, session de 1906-1907, — et 182, session de 1907-1908, de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. BERGMANN, Président ; le Comte DE LIMBURG STIRUM, le Comte DE RENESSE, VERBEKE, PELTZER, Rapporteur.

MESSIEURS,

La Convention soumise à nos délibérations a été votée hier à la Chambre à l'unanimité des 96 votants.

Cette unanimité est plutôt rare au sein d'une assemblée parlementaire. Elle prouve que tous les partis sont animés des mêmes sentiments d'humanité. Non seulement il en est ainsi en Belgique, mais selon toute évidence aussi dans les pays, au nombre de treize, représentés à la Conférence de Berne en 1905 et à la Réunion des plénipotentiaires dans la même ville, le 26 septembre 1906.

Après de longues et approfondies discussions, l'accord s'est fait à l'égard de la Convention que vous avez sous les yeux et qui sanctionne la première manifestation d'une protection internationale du travail.

A l'unanimité des membres présents, votre Commission des Affaires étrangères vous propose d'adopter la Convention.

Le Rapporteur,
ED. PELTZER.

Le Président,
E. BERGMANN.